



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 2 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

URSA France SAS

Zac de Carling - Espace Europort
BP 70209
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_URSA_2024-09-25_RAPVI_Legio_NDSM_00442
Code AIOT : 0006201748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2024 dans l'établissement URSA France SAS implanté Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 04/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "risque Légionelles" de la DREAL Grand-Est.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSA France SAS
- Zac de Carling - Espace Europort BP 70209 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201748
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société URSA France, sur son site de Saint-Avold, exploite des installations de fabrication de polystyrène extrudé et de laine de verre.

La ligne de production "laine de verre" a été mise à l'arrêt pour maintenance de fin septembre 2023 à début avril 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)	Sans objet
2	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a (partiel)	Sans objet
3	Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a et b (partiels)	Sans objet
4	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b (partiel)	Sans objet
6	Stratégie de traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b (partiel)	Sans objet
7	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site d'URSA dispose de 2 circuits de refroidissement pour la production de laine de verre, exploités de façon identique. La puissance thermique maximale évacuée est de 3988 kW ce qui classe l'établissement sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2921.

La visite d'inspection du 13 août 2024 n'appelle pas de remarque sur le suivi des installations de refroidissement par dispersion dans l'air.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le suivi des tours aéroréfrigérantes (TAR) était réalisé par un prestataire, la société Guldagil. La personne de la société Guldagil qui gère la conduite du process est formée au risque "Légionelle". L'exploitant a présenté l'attestation de formation au risque légionelles que le prestataire a réalisé le 27 février 2020.</p> <p>La personne désignée pour la surveillance des circuits de refroidissement sur site est le responsable maintenance d'URSA. L'exploitant a transmis le document le désignant nommément, responsable de la surveillance des circuits de refroidissement ainsi que l'attestation de formation aux risques légionelles niveau 1 et 2 suivie le 27 janvier 2020 (courriel du 19 août 2024). Les programmes de formation présentés répondent à la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse Méthodique des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : "Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...] [...] En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."
Constats : L'AMR révisée le 6 juillet 2023 suite à un changement de prestataire, a été présentée à l'inspection des installations classées le jour de la visite et transmise par courriel du 19 août 2024. L'AMR contient la description de l'installation avec le schéma de principe, les points critiques du circuit avec l'identification des bras morts, les conditions de fonctionnement. Les risques liés à l'exploitation sont identifiés et l'analyse liste les actions devant être mises en œuvre pour réduire le risque. Les 2 actions identifiées dans l'AMR ont été mises en œuvre (mise à jour des FDS et nettoyage des végétaux présents sur les TARs).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, points 26.I.3.a et b (partiels)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : Point 26.I.3.a (partiel) "La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont

<p>effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent."</p> <p>Point 26.I.3.b (partiel)</p> <p>"Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une analyse mensuelle de la concentration en <i>Legionella Pneumophila</i> sur chaque circuit. Les prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 au vu des rapports d'analyses présentés.</p> <p>Les points de prélèvement se situent pour les 2 circuits en amont de la dispersion d'eau et hors d'influence de l'eau d'appoint.</p> <p>Les 2 points de prélèvement sont repérés sur le terrain par un marquage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan de gestion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, point 26.I.1.b (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...]</p> <p>En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans observation.</p> <p>L'exploitant a présenté pour chaque TAR, les procédures relatives à un dépassement de concentration en <i>Legionella Pneumophila</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédure en cas d'un dépassement supérieur à 100 000 UFC/L - Procédure en cas d'un dépassement entre 1000 et 100 000 UFC/L
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, point 26.I.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...]</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise</p>

les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> . [...]"
Constats : L'exploitant a mandaté la société LOSUR pour un suivi mensuel de la qualité physico-chimique des eaux (adoucie, circuit), comprenant les paramètres conductivité, température, pH, dureté (TH), titre alcalimétrique (TA), titre alcalimétrique complet (TAC), chlorures, Une procédure nommée "Stratégie du programme de traitement" fixe les valeurs cibles pour chacun des paramètres et une procédure d'"action corrective" en cas de dérive d'un des paramètres est présente. Les résultats des mesures mensuelles réalisées par LOSUR sont analysés par le prestataire Guldagil qui émet des préconisations. Un compte rendu mensuel des actions réalisées est transmis à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stratégie de traitement préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, point 26.I.2.b (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Prescription contrôlée : "L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles. L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu. L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets. (...) Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. [...] L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement."
Constats : Une procédure nommée "Stratégie du programme de traitement" définit les injections de biocides à réaliser. Un premier biocide est injecté automatiquement de façon hebdomadaire pour maintenir un taux de concentration des produits permettant une bonne efficacité. Une injection mensuelle manuelle d'un autre biocide est réalisée afin de prévenir le risque d'accoutumance. L'inspection des installations classées note que l'exploitant n'utilise pas de biocide non oxydant en traitement préventif. L'exploitant a présenté l'attestation de compatibilité des produits de traitement de circuits de

<p>refroidissement transmise par le prestataire. L'exploitant dispose d'un stock de produits biocides permettant un traitement d'urgence et gère le stock des produits utilisés en préventifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Nettoyage annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, point 26.I.2.c (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. [...] Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments justifiant du dernier nettoyage annuel des deux circuits de refroidissement et bassins (rapports de la société Guldagil concernant le nettoyage du 4 octobre 2023 pour les 2 TAR). Un nettoyage par action mécanique et chimique est réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>